



Numéro 6

Septembre 2023

**Élevons la voix contre les mensonges et la désinformation
conçus pour isoler Cuba**

- **Ne permettons pas que le Canada serve de base contre Cuba !**
- **Laissons parler les faits sur la condition des femmes à Cuba**

**Campagne mondiale pour obtenir un million de signatures demandant le
retrait de Cuba de la liste américaine des États soutenant le terrorisme**

- **Rejetons la désignation de Cuba comme
« État soutenant le terrorisme »**

47e anniversaire de l'attentat terroriste à la bombe contre un avion cubain

- **Un acte odieux pour lequel les États-Unis refusent à ce jour de
rendre des comptes**
- **Un aperçu de ce qui se passe dans la tête d'un terroriste – Orlando
Bosch à la télévision de Miami**

Fausse accusations au sujet de bases d'espionnage chinoises à Cuba

- **Une nouvelle tentative de dénigrement de Cuba**
- **Déclaration du ministre cubain des Relations extérieures
– Bruno Rodriguez Parrilla –**
- **Déclaration du vice-ministre des Relations extérieures de Cuba
– Carlos Fernandez de Cossio –**

Rencontre internationale de solidarité avec Cuba à La Havane le 2 mai 2023

- **Affirmation de la souveraineté, de l'indépendance, de la paix
et du progrès
– Déclaration des participants –**
- **La solidarité humaine ne saurait être bloquée, elle restera une arme
indestructible de lutte et de combat
– Président de Cuba Miguel Diaz-Canel –**

**Élevons la voix contre les mensonges et la désinformation
conçus pour isoler Cuba**

Ne permettons pas que le Canada serve de base contre Cuba !



Manifestation de solidarité avec Cuba à Montréal le 17 juillet 2021

Dans le cadre d'une campagne visant à discréditer le gouvernement cubain et les institutions cubaines, une poignée d'anti-cubains se faisant appeler « Cubains pour la démocratie » tentent de se servir du Canada comme base pour attaquer Cuba. Leur spécialité est de raconter des histoires sur la réalité cubaine et les réalisations de la Révolution cubaine dans une perspective anticommuniste virulente. Quiconque les a vus à l'oeuvre voit qu'il s'agit de hooligans incapables de tenir un discours politique. Aveuglés par la haine de la Révolution cubaine et du peuple qui la défend, ils entretiennent un niveau de culture très bas et leur vocabulaire est celui d'accusations misogynes dégoûtantes. La dernière saloperie qu'ils tentent de promouvoir est un film intitulé *Plantadas* du réalisateur Lilo Vilaplana. Ce film est projeté à Ottawa, Montréal et Toronto les 22, 23 et 24 septembre respectivement, avec un coût d'entrée élevé et des bandes-annonces sur Youtube[1].

Les thèmes abordés sont ceux habituellement traités par la contre-révolution, à savoir les prisonniers politiques présumés et les traitements qui leur sont infligés, les violations des droits humains et la répression. Les scénaristes falsifient l'histoire et la réalité de Cuba en empilant mensonge sur mensonge pour gagner de la sympathie pour leur cause contre-révolutionnaire. Leur objectif avec ce film, comme par le passé, est d'inciter à des manifestations violentes et au désordre social à Cuba et d'alimenter une campagne de désinformation sur la réalité cubaine. Ils s'en servent ensuite pour solliciter de fausses organisations de défense des droits humains pour obtenir une couverture médiatique à l'étranger et même des condamnations officielles de Cuba par des gouvernements et des partis d'opposition dont la marque de commerce est de vouloir fomenter un changement de régime à Cuba et dans tous les pays qui défendent leur souveraineté et leur droit de décider de leurs propres affaires.



Avec ce film en particulier, pour attaquer Cuba les promoteurs ont choisi un sujet qui, en fin de compte, ne leur gagnera pas de sympathie parce qu'il s'agit d'un tissu de mensonges. Il s'agit de la condition des femmes à Cuba. Le film prétend qu'à Cuba, depuis la Révolution, les femmes sont

dénigrées, opprimées, non respectées et, en général, violemment maltraitées. Des séquences filmées sont inventées et/ou déformées pour faire de ce faux récit un spectacle horrifiant.

La main de la mafia anticubaine de Miami et des agences contre-révolutionnaires américaines et autres, déterminées à faire tomber l'État cubain, est évidente dans ce film qui relève typiquement de l'anticommunisme. Les médias canadiens et les universitaires réactionnaires sont prompts à reprendre les accusations anti-Cuba concernant les violations des droits humains, la détention de prisonniers politiques et les mauvais traitements infligés aux prisonniers. Ils le font en substituant l'idéologie aux faits pour déformer et raconter des mensonges. Cela ne fait honneur à personne. Au contraire, ce type d'activité les expose l'idéologie anti-peuple de gens qui approuvent les actes illégaux contre Cuba et le blocus meurtrier des États-Unis pour servir une cause idéologique et, sans aucun doute dans de nombreux cas, pour de l'argent aussi.



Piquet devant l'ambassade des États-Unis à Ottawa pour exiger la levée du blocus de Cuba, 17 juillet 2021

Il n'est pas dans l'intérêt des Canadiens de voir leur gouvernement ou les partis d'opposition promouvoir des récits faussés sur les droits humains, les droits des femmes ou la réalité cubaine. La mafia anticubaine de Miami est connue pour ses crimes odieux et même des meurtres à Cuba, notamment l'utilisation de bombes pour tuer des touristes, dont le Montréalais Fabio Di Celmo tué lors d'un attentat à la bombe dans un hôtel de La Havane en 1997. En 1976, la mafia anticubaine a fait exploser un avion civil cubain en plein vol, causant la mort de 73 personnes. Elle gère une station de radio financée par le gouvernement américain qui diffuse des mensonges 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour inciter les Cubains et les Américains à renverser le gouvernement cubain. Mais en vain.

Le peuple cubain a fait son choix et n'a pas changé d'avis malgré plus de 60 ans d'un blocus inhumain des États-Unis qui vise à le priver de nourriture, de médicaments, d'équipements médicaux et d'un accès à tout ce dont il a besoin pour interagir normalement dans les domaines des relations commerciales et des échanges entre les peuples. Les États-Unis ont inscrit Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme et utilisent leurs positions hégémoniques pour priver l'île de son droit de commercer.

Il n'y a pas de plus odieux violateur des droits humain que le gouvernement des États-Unis qui, à ce jour, occupe la baie de Guantanamo, qui fait partie du territoire cubain, où il maintient un camp de détention où des personnes sont torturées



et détenues pendant des années sans inculpation ni jugement. Le centre de détention de Guantanamo est un lieu de torture sur un territoire cubain occupé, en dehors de la juridiction des États-Unis, de sorte que l'impunité ne peut être mise en cause. Ce qui veut dire qu'il appartient aux peuples du monde, y compris aux Canadiennes et aux Canadiens, de dire la vérité sur la réalité cubaine et de ne pas permettre la diffusion de mensonges sur Cuba ou d'actions anticubaines, d'où qu'elles viennent.

Le venin des forces contre-révolutionnaires révèle en fait leur haine du le peuple cubain qui a renversé le régime de Batista, lequel avait créé un « paradis du plaisir » pour les riches des États-Unis, mais un enfer pour le peuple cubain. Dirigés par Fidel Castro et les autres leaders légendaires de la Révolution, les Cubains ont établi leur pouvoir populaire et ils n'ont jamais cessé de le défendre. Le venin et l'ignorance de ceux qui ont perdu leur paradis sont tels qu'aujourd'hui, dans leur film le plus récent, ils ont décidé de s'en prendre aux femmes de Cuba, celles-là mêmes qui ont conquis leur dignité sur le champ de bataille, d'ailleurs une des réalisations les plus importantes de ces plus de 60 ans de Révolution.

Le cinéaste Lilo Vilaplana est autorisé à entrer au Canada sous prétexte que son film est réalisé « pour rendre hommage aux prisonniers politiques victimes du communisme ». « Armées de conviction et de courage, ces femmes ont sacrifié leur liberté pour celle de leur pays, lit-on dans l'annonce publicitaire. Les fonds récoltés iront à Plantadas, une fondation qui vient en aide aux femmes emprisonnées pour avoir eu le courage de critiquer publiquement le régime de La Havane. »

De quelle liberté s'agit-il ? Une des caractéristiques les plus significatives de l'ère néocoloniale d'avant 1959, dont les annexionnistes sont si friands, était l'oppression des femmes cubaines.

Avant 1959, les femmes ne représentaient que 12 % de la main-d'oeuvre totale du pays. En général, elles occupaient des emplois de misère. En 1953, six ans avant la révolution, 76 % de la population cubaine âgée de plus de 10 ans était alphabétisée. La corruption et la discrimination dominaient et la majorité de la population vivait une existence de marginalisés. Les violences que les hommes de propriété faisaient subir aux femmes étaient permises par la dictature de Batista qui prospérait grâce à ses casinos et à ses palais du plaisir. Les conditions que vivaient les Cubaines expliquent pourquoi elles ont rejoint la lutte contre la dictature en si grand nombre et ont pris leur place aux premiers rangs du Mouvement du 26 juillet, où elles ont créé la section militaire Mariana Grajales dans la Sierra Maestra, parmi d'autres grandes réalisations.

La Révolution a créé les conditions qui ont permis d'interdire la violence à l'égard des femmes, de les éduquer et de les élever à des postes de respect dans tous les domaines. Elles se sont activement incorporées aux programmes éducatifs et culturels, au travail socialement utile et à la contribution au développement du pays. Elles pouvaient enfin exercer un contrôle sur leur vie en tant que productrices et reproductrices de la vie. Elles ne dépendaient plus des autres pour vivre, pas plus que leurs enfants. Les femmes cubaines ne seront plus jamais reléguées aux tâches ménagères et considérées comme de simples objets de plaisir. La violence à leur égard est proscrite à Cuba et ceux qui commettent des crimes contre les femmes sont punis par la loi.

Dans tout pays, la condition faite aux femmes permet de juger de la société et des rapports entre humains. En s'attaquant aux femmes de Cuba, les contre-révolutionnaires qui répandent des mensonges sur la révolution cubaine ont une fois de plus semé le vent et ils récolteront la tempête. Ils verront de quel bois se chauffent les femmes cubaines. Nous sommes convaincus que les femmes du Canada et du Québec et l'ensemble des Canadiens et des Québécois continueront à faire front commun avec leurs soeurs cubaines.



Les Canadiens et les Québécois sont appelés à tout mettre en oeuvre pour qu'il y ait discussion sur ces questions et pour s'opposer aux objectifs de cette campagne anticomuniste virulente contre Cuba. Il faut rejeter les tactiques de dénigrement de la guerre froide. Ils sont appelés à exiger la levée du blocus que les États-Unis maintiennent contre Cuba. Allez parmi vos pairs recueillir des signatures pour la pétition exigeant que les États-Unis retirent Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme et pour s'assurer

que le Canada continue de voter contre le blocus américain de Cuba aux Nations unies cette année et qu'il soutienne le droit de Cuba à l'autodétermination. Ne permettons pas que le Canada serve de base pour promouvoir la haine par la propagation de mensonges sur les droits humains et la réalité de Cuba.

Note

1. Des projections du film organisées par Organizaciones de Cubanos por la Democracia en Canada, ont lieu :

Ottawa: Vendredi 22 septembre, 19 h, pavillon Desmarais, 55, avenue Laurier Est, Université d'Ottawa, Ottawa, Canada

Montréal: Samedi 23 septembre, 18 h, Cinéma de l'Université Concordia, 1400, boulevard De Maisonneuve Ouest, Édifice J.W. McConnell (Bibliothèque) Salle LB-125 J.A. DeSève

Toronto: Dimanche 24 septembre, 19 h, Innis Town Hall Theatre, 2, avenue Sussex, Toronto. Admission générale \$24,89



Laissons parler les faits sur la condition des femmes à Cuba



Célébration le 19 août 2023, à Villa Clara, du 63e anniversaire de la Fédération des femmes cubaines

À l'heure actuelle, la Fédération des femmes cubaines (FMC) compte plus de 4 millions de membres. Cette organisation, qui a vu le jour dans les premières années de la Révolution cubaine, se consacre à la promotion d'une véritable émancipation et d'une intégration des femmes dans toutes les sphères de la vie du pays.

Un nombre considérable de femmes occupent aujourd'hui des postes importants et exercent des professions telles que médecin, architecte, ingénieure, conceptrice, scientifique, diplômée en sciences juridiques, en histoire, en journalisme et dans des dizaines d'autres disciplines.

Les femmes à Cuba représentent 49 % des personnes employées dans le secteur civil de l'État. Plus de 80 % d'entre elles ont un niveau d'éducation secondaire ou supérieur; elles sont majoritaires parmi les juges professionnels et les procureurs; elles constituent 53,5 % de ceux qui oeuvrent dans le réseau des sciences, de l'innovation et de la technologie; et elles représentent 69,6 % dans le secteur de la santé. Dans le secteur de la santé en particulier, pendant la pandémie, les femmes représentaient 64 % du personnel des brigades médicales internationales qui ont apporté leur aide dans plus de 40 pays, et 70 % des scientifiques impliqués dans la création des vaccins cubains ABDALA et SOBERANA pour lutter contre la COVID.



Une brigade médicale cubaine arrive au Surinam, le 20 mars 2020, alors que la pandémie de COVID commence. Les femmes représentent 64 % du personnel des brigades médicales internationales.

Les femmes constituent également une part décisive du secteur des entreprises. Au Parlement cubain, elles jouent un rôle transcendantal dans la construction du modèle de développement indépendant. Il convient de noter que 53,22 % des parlementaires cubains sont des femmes, ce qui en fait le deuxième parlement au monde avec la plus forte participation féminine, et que Cuba a été le premier pays à signer et le deuxième à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Ces données ne sont qu'un échantillon du rôle important que les femmes jouent dans la société cubaine. Seuls les éléments réactionnaires et anti-femmes les plus rétrogrades peuvent concevoir l'idée que les Cubaines permettraient les infamies qu'ils décrivent dans leur sale petit film. Au contraire, malgré les défis colossaux auxquels le pays est confronté, notamment le blocus génocidaire imposé par les États-Unis, les Cubaines ne cessent de déployer des efforts inlassables pour assurer un avenir meilleur à leurs familles et à leurs compatriotes. Elles décident de ce qui se passe à Cuba sur un pied d'égalité avec tous les Cubains de tous horizons. Elles mettent en oeuvre leurs décisions en veillant à ce que toutes les conditions soient réunies pour qu'elles se concrétisent. Elles défendent ce qu'elles ont elles-mêmes créé, au péril de leur vie s'il le faut. Telle est la réalité de la femme cubaine.

Au sujet du droit de la femme et de l'égalité entre les sexes

- Le combat contre toutes les formes de discrimination de la femme dans tous les secteurs de la société a été une priorité de l'État et du gouvernement cubains.
- La nouvelle Constitution stipule spécifiquement l'égalité de droits et de responsabilités entre l'homme et la femme dans tous les domaines de la société.
- Elle reconnaît, protège et garantit les droits de la femme à la santé, dont la santé sexuelle et reproductive, et la planification familiale.
- Elle reconnaît les droits de la femme à l'éducation, à l'art et à la culture, ainsi qu'à un emploi digne et à une rémunération égale à celle de l'homme pour le même travail.
- La femme cubaine a droit au recyclage technique, professionnel et culturel, à la formation professionnelle et à l'apprentissage, à la sécurité et à l'assistance sociales.
- Les mères travailleuses jouissent des droits aux congés de maternité et à la protection sociale durant la première année.
- La protection sociale peut être partagée entre le père et la mère, ce qui favorise la coresponsabilité dans les soins aux enfants et stimule la permanence de la femme au travail et sa réincorporation.

Au sujet des détentions arbitraires et des prisonniers politiques

- À Cuba, les détentions arbitraires et les prisonniers politiques n'existent pas.
- Les détentions se réalisent conformément à la procédure pénale pour un délit prévu par la loi.
- À Cuba, on respecte les larges garanties d'application régulière de la loi que reconnaît la législation.
- La loi fixe les procédures et les circonstances méritant une détention.
- La loi fixe les termes dans lesquels le détenu doit être soumis à des mesures préventives, faire l'objet d'un procès ou être remis en liberté.
- Les autorités compétentes analysent dans chaque cas, en respectant toutes les garanties, la décision de poursuivre ou non une procédure pénale.

- La décision de poursuivre ou non la procédure pénale repose sur une politique pénale rationnelle, objective, préventive et individualisée.
- On ne saurait présenter des délinquants de droit commun comme des « prisonniers politiques » ou des « défenseurs des droits de l'homme ».
- Il est regrettable et attristant de voir fabriquer des listes de détenues fictives par ceux qui dénaturent la réalité cubaine, au service de la politique subversive d'une puissance étrangère.

Au sujet des libertés d'opinion, d'expression et de la presse

- Les libertés d'opinion, d'expression et de la presse sont pleinement reconnues et protégées par la Constitution et la législation.
- À l'instar d'autres pays, il n'est pas possible d'utiliser ces droits pour violer la légalité.
- Les conditions matérielles nécessaires à l'exercice de ces droits sont facilitées par le fait que, par mandat constitutionnel, les médias fondamentaux de communication sociale dans n'importe lesquels de leurs manifestations et supports, ne peuvent faire l'objet de propriété privée, ce qui garantit qu'ils sont utilisés exclusivement au service du peuple et dans les intérêts de la nation.
- L'État cubain a mis en place et continue de renforcer de vastes programmes d'instruction et d'éducation dans tous les domaines et à toutes les étapes de la vie des gens.
- Ces programmes d'instruction et d'éducation, ouverts à tous sans discrimination, visent à élever la capacité du peuple à exercer d'une manière responsable et ininterrompue les droits à la liberté d'expression et d'opinion.
- Le renforcement de l'accès à l'internet et le développement des plateformes numériques sont une priorité du gouvernement cubain.
- L'accès à l'internet a permis au peuple cubain de disposer de plus d'information de sources diverses et plurielles, afin de se former et d'exprimer sa propre opinion sur les phénomènes et les thèmes les plus variés du pays et du monde.



Campagne mondiale pour obtenir un million de signatures demandant le retrait de Cuba de la liste américaine des États soutenant le terrorisme

Rejetons la désignation de Cuba comme « État soutenant le terrorisme »

Au lendemain des attentats du 11 septembre contre les tours jumelles de New York et contre le Pentagone, à Washington, il y a 22 ans, le président des États-Unis de l'époque, George W. Bush, a lancé un ultimatum aux peuples du monde en déclarant : « Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes, a dit le président lors d'une session conjointe du Congrès américain le 20 septembre 2001. À partir de maintenant, chaque pays qui continue d'abriter ou de soutenir le

terrorisme sera considéré par les États-Unis comme un régime hostile. » Dans le même discours il proclamait que « notre guerre contre la terreur ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste qui peut frapper partout dans le monde aura été repéré, arrêté et vaincu ».

Il faut noter que George W. Bush n'a pas dit « Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous », il a dit « soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes ». Mais qui définit ce qu'est un acte de terrorisme et qui définit qui sont les terroristes ? La réponse est les États-Unis, le plus grand pays terroriste au monde. À partir de cette décision, ils ont mené une guerre de terreur contre le monde entier.

Le 29 janvier 2002, George W. Bush a ensuite livré son discours notoire sur « l'axe du mal » pour décrire des gouvernements étrangers qui, au cours de son administration, auraient soutenu le terrorisme et auraient été à la recherche d'armes de destruction massive. Il a initialement qualifié la République populaire démocratique de Corée (RPDC), l'Iran et l'Irak d'« axe du mal, s'armant pour menacer la paix dans le monde ».



Les États-Unis se sont arrogé le droit de mener toutes formes d'attaques terroristes organisées par l'État dans le but de provoquer des changements de régime dans d'autres pays faussement accusés d'offrir refuge aux terroristes. Aux États-Unis et dans d'autres pays de leur sphère d'influence, de vastes campagnes d'islamophobie ont été lancées et n'importe qui pouvait être déclaré terroriste ou terroriste potentiel jusqu'à preuve du contraire. Ils ont tué sur une échelle de masse à l'aide de sanctions, de frappes aléatoires, de la torture, de la détention sans accusations ni procès, d'assassinats et de meurtres.



Bien avant le 11 septembre, en 1979, les États-Unis avaient dressé une liste de pays accusés de soutenir le terrorisme. L'Irak, la Libye, le Yémen du Sud et la Syrie y figuraient. La liste a été modifiée à plusieurs occasions et aujourd'hui, en 2023, quatre pays s'y trouvent : Cuba, l'Iran, la République populaire démocratique de Corée et la Syrie. Ces pays se distinguent par leur opposition à l'impérialisme américain et à l'ingérence étrangère dans leurs affaires intérieures. Il est aussi connu que ces pays ont été la cible de tentatives de coup d'État par les États-Unis et/ou d'agressions militaires, d'invasions et d'occupations pures et simples, la violation brutale de leurs droits humains par tous les moyens. En ce sens, la liste est en fait une liste de pays à éliminer, parce qu'ils entravent les visées impérialistes des États-Unis qui veulent imposer leur hégémonie dans diverses régions du monde.

Cuba a d'abord été mise sur la liste en 1982. Notamment, le 17 décembre 2014, le président américain de l'époque, Barack Obama, a ordonné un examen de l'inclusion de Cuba sur la liste. Le 14 avril 2015, Obama a annoncé que Cuba allait être enlevée de la liste, et, après une période d'étude de 45 jours, elle a été formellement retirée de la liste le 29 mai 2015.

Vers la fin de l'administration Trump, le 12 janvier 2021, Cuba a été à nouveau ajoutée à la liste. À ce moment-là, le secrétaire d'État Mike Pompeo a prétendu que Cuba avait « de façon répétée offert de l'appui à des actes de terrorisme international » en étant un havre pour des réfugiés américains et pour des dirigeants rebelles colombiens. Il reprochait également à Cuba d'appuyer le président vénézuélien Nicolas Maduro alors que les États-Unis, le Canada et le Groupe de Lima tentaient de renverser son gouvernement. Les États-Unis ont prétendu que l'administration Maduro favorisait un « environnement permissif envers les terroristes internationaux, leur permettant de vivre et de se multiplier au Venezuela ».

Les faits montrent amplement qui sont les États terroristes qui soutiennent aussi le terrorisme d'État. L'inclusion de Cuba à la liste est une expression du revanchisme des États-Unis envers ce petit pays qui a réussi à se défendre en dépit du blocus meurtrier et tous azimuts des États-Unis depuis plus de 60 ans. Le Bureau de la lutte contre le terrorisme du département d'État américain écrit :

« Les pays qui, selon le secrétaire d'État, ont de façon répétée prêté main forte à des actes de terrorisme international sont désignés en vertu de trois lois : l'article 1754c de la *Loi d'autorisation de la Défense nationale* pour l'année fiscale 2019, l'article 40 de la *Loi sur le contrôle de l'exportation d'armes*, et l'article 620A de la *Loi sur l'aide étrangère* de 1961. De façon générale, les quatre principales catégories de sanctions émanant de ces lois comprennent des restrictions concernant l'aide étrangère américaine, une interdiction sur les exportations et les ventes à la défense, certains contrôles sur les exportations de produits à usage multiple et diverses restrictions financières et autres. »

En août de cette année, une campagne mondiale a été lancée pour remettre un million de signatures dans une lettre destinée au président américain Joe Biden lui demandant que Cuba soit retirée de cette liste. La lettre et les signatures doivent être livrées le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme. Cette campagne fait partie de nombreuses autres actions pour mettre fin au blocus injuste et génocidaire des États-Unis contre Cuba et pour demander que les États-Unis reprennent le processus de normalisation avec Cuba.

Joignez-vous à cette campagne qui a déjà recueilli près de 214 000 signatures !

Visitez le site web de la campagne LetCubaLive.info pour signer la pétition et la partager avec d'autres pour qu'ils la signent et pour qu'à leur tour ils la fassent parvenir à d'autres.



47e anniversaire de l'attentat terroriste à la bombe contre un avion cubain
Un acte odieux pour lequel les États-Unis refusent à ce jour de rendre des comptes



Marche de 2015 en hommage aux victimes de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 455 d'Air Cubana par des terroristes anti-cubains soutenus par les États-Unis.

Ce 6 octobre marque le 47e anniversaire de l'attentat à la bombe du vol 455 d'Air Cubana par des terroristes anti-cubains soutenus par les États-Unis. Cet acte terroriste odieux est l'un des nombreux attentats perpétrés contre Cuba avec le soutien des États-Unis entre les années 1960 et 1990 et depuis lors. En 2010, Cuba a commencé à commémorer cette date comme la « Journée des victimes du terrorisme d'État ». Ce jour-là, Cuba commémore les 3 478 citoyens qui sont morts et les 2 099 qui ont été handicapés à vie par des actes de terrorisme, soit un total de 5 577 victimes. Ces chiffres n'incluent pas les victimes d'autres pays, dont le Canada, tuées ou blessées lors d'attaques terroristes visant Cuba.

En cette occasion solennelle, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) adresse ses plus sincères condoléances au peuple cubain et à toutes les victimes de ces attentats. Il est du côté du peuple cubain et sa révolution dans leur lutte contre ce terrorisme, contre l'usage de la force et contre la « diplomatie coercitive » pour régler les différends et les problèmes entre les nations et les peuples. Il s'engage à continuer d'oeuvrer en faveur de relations amicales entre tous les pays, fondées sur le respect et l'avantage réciproque et sur le respect de l'état de droit international tel qu'établi par la Charte des Nations unies.

À cette occasion, le PCC(M-L) réitère sa condamnation du blocus de Cuba par les États-Unis, qui est à la fois illégal et condamné par la communauté internationale. Le blocus est une atteinte fondamentale aux droits humains des Cubains et vise le même but que l'attentat à la bombe



contre le vol 455 d'Air Cubana, à savoir causer la mort et la destruction. Le PCC(M-L) condamne également le gouvernement américain pour avoir réinscrit Cuba sur sa prétendue liste des « États soutenant le terrorisme », en citant le soutien de Cuba au peuple vénézuélien et l'affirmation de son droit d'être par la révolution bolivarienne comme un soutien au « terrorisme ». Il condamne l'acte de terrorisme perpétré contre l'ambassade de Cuba à Washington le 30 avril 2020, lorsqu'un expatrié cubain vivant aux États-Unis a tiré plus de 30 coups de fusil d'assaut AK-47 sur la façade du bâtiment de l'ambassade. Heureusement, aucune des personnes présentes à l'époque n'a été blessée. À ce jour, le gouvernement américain n'a jamais condamné cette attaque, qui aurait très bien pu faire des morts, comme l'auteur l'a admis aux forces de l'ordre. Le PCC(M-L) condamne également les actions des voyous au Canada et de leurs bienfaiteurs de Miami qui font de leur mieux pour inciter à la violence sociale à Cuba et qui, lorsque Cuba défend la paix et agit conformément à l'état de droit, diffusent des campagnes de diffamation et s'adjoignent les médias canadiens.



Le président cubain visite le monument aux victimes du vol 455 d'Air Cubana à la Barbade, le 6 décembre 2022.

Aujourd'hui, ayant échoué dans leur mission de changement de régime, les États-Unis s'efforcent de susciter une rébellion contre-révolutionnaire à l'intérieur de Cuba et contre Cuba à l'étranger, en utilisant les difficultés auxquelles le peuple est confronté en raison du blocus pour inciter à l'opposition au gouvernement. Les manifestants prétendument pacifiques sont incités, financés et utilisés par les États-Unis et les troubles n'ont rien à voir avec un mouvement politique contre le gouvernement. C'est ainsi que le 27 juillet 2021, au petit matin, trois engins incendiaires ont été lancés contre l'ambassade de Cuba à Paris. Deux des « cocktails Molotov » ont touché la façade et l'entrée du bâtiment. Le

personnel de l'ambassade a pu éteindre le début d'incendie et il n'y a pas eu de blessés. Des familles avec des enfants se trouvaient à l'intérieur du bâtiment au moment de l'attaque.

Le PCC(M-L) appelle les Canadiens et les Québécois à tenir le gouvernement des États-Unis responsable de tous ces actes contre-révolutionnaires et terroristes. Ils doivent également demander au Canada, à ses médias, à ses universitaires et à ses experts de se dissocier des actes d'houliganisme, de terrorisme et de violence perpétrés contre Cuba. Le Canada devrait cesser de cautionner ces attaques en prétendant qu'elles sont politiques alors que les manifestants prétendument pacifiques ne tiennent que des propos orduriers. Il faut cesser d'affirmer que Cuba est totalitaire et autoritaire pour prétendre que les États-Unis, le Canada et d'autres pays sont démocratiques. Ces affirmations servent tout simplement à détourner l'attention des responsables de la violence à Cuba et à saper l'opposition au blocus de Cuba par les États-Unis et le large soutien dont jouit Cuba parmi les Canadiens. Le Canada doit également prendre des mesures contre l'utilisation du territoire canadien à des fins d'application du blocus illégal et de diffusion de calomnies contre Cuba.

Le renforcement du blocus par les États-Unis en ce moment, ainsi que l'inscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme, ont pour but d'inciter à la violence dans l'espoir de provoquer un changement de régime. Le fait qu'ils considèrent qu'ils peuvent se passer du peuple cubain prouve amplement ce que représentent la démocratie et les droits humains pour les États-Unis.

Le PCC(M-L) dénonce l'administration Biden qui répand des mensonges et de la désinformation dans le but de diaboliser les dirigeants cubains et ceux qui appuient Cuba révolutionnaire, et d'inciter des éléments contre-révolutionnaires à se livrer à des actes violents comme ceux qui ont eu

lieu le 11 juillet 2021. Il demande au gouvernement canadien de ne pas prendre part à ces activités ignobles et d'exiger des États-Unis qu'ils mettent fin à la guerre économique criminelle qu'ils mènent contre Cuba. Le peuple cubain doit être autorisé à résoudre ses problèmes par lui-même, sans ingérence ni menaces extérieures, ce qu'il est tout à fait capable de faire.

L'anniversaire de l'attentat à la bombe contre le vol 455 d'Air Cubana est un rappel opportun aux Canadiens et aux Québécois de la nécessité de mettre fin à la complaisance du Canada à l'égard de l'impérialisme américain et du terrorisme d'État et de veiller à ce que le Canada soit une zone de paix, dotée d'une politique étrangère indépendante qui respecte les règles du droit international. Cela comprend défendre le droit de Cuba d'être libre de toute ingérence extérieure, de tout terrorisme et de toute forme d'agression, y compris l'injuste blocus américain.



Un aperçu de ce qui se passe dans la tête d'un terroriste – Orlando Bosch à la télévision de Miami

À l'occasion du 47e anniversaire de l'attentat à la bombe contre un avion de ligne cubain avec 73 personnes à bord par des terroristes anti-cubains, LML reprend un article de José Petierra paru dans Counterpunch en 2006. Petierra, avocat exerçant à Washington, a représenté le gouvernement vénézuélien dans l'affaire du terroriste Luis Posada Carriles qui avait commis des crimes au Venezuela.

Rappelons que cet article a été écrit alors que les Cinq Cubains étaient toujours emprisonnés aux États-Unis et que Luis Posada Carriles et Orlando Bosch étaient toujours en vie. Il reflète parfaitement l'état d'esprit des terroristes anti-cubains qui ont fait exploser un avion de la compagnie aérienne cubaine en plein vol, ainsi que le soutien et l'organisation qu'ils ont reçus des plus hautes sphères des États-Unis. C'est le même état d'esprit qui anime ceux qui ont hérité de leur héritage et qui accusent aujourd'hui Cuba de violations des droits humains et de torture. Eux aussi bénéficient du soutien des plus hautes sphères du gouvernement américain et de partisans du même avis dans les cercles officiels, les médias et les universités du Canada.

La semaine dernière, à Miami, le complice de Luis Posada Carriles dans la destruction en plein vol de l'avion de passagers cubain avec 73 innocents à bord le 6 octobre 1976 a été interviewé par Juan Manuel Cao de Channel 41 à Miami. Il s'appelle Orlando Bosch.

Je cite textuellement des extraits de l'interview télévisée.

Juan Manuel Cao : Avez-vous abattu cet avion en 1976 ?

Orlando Bosch : Si je vous dis que j'y ai pris part, je m'inculperai... et si je vous dis que je n'ai pas participé à cette action, vous direz que je mens. Je ne répondrai donc ni d'une façon ni d'une autre.

Juan Manuel Cao : Au cours de cette action, 76 personnes ont été tuées (le chiffre exact est 73, dont une passagère enceinte) ?

Orlando Bosch : Non chico, dans une guerre comme celle que nous, Cubains épris de liberté, menons contre le tyran, il faut abattre des avions, couler des bateaux, être prêt à attaquer tout ce qui est à notre portée.

Juan Manuel Cao : Mais ne ressentez-vous pas un peu de compassion pour ceux qui ont été tués, pour leurs familles ?

Orlando Bosch : ... Qui était à bord de cet avion ? Quatre membres du Parti communiste, cinq Nord-Coréens, cinq Guyanais, [JP : il y avait en réalité 11 passagers guyanais] ... concho chico, quatre membres du Parti communiste chico ! ! ! Qui était là ? Nos ennemis...

Juan Manuel Cao : Et les escrimeurs ? Les jeunes à bord ?

Orlando Bosch : J'étais à Caracas. J'ai vu les jeunes filles à la télévision. Elles étaient six. À la fin de la compétition, la cheffe des six a dédié son triomphe au tyran, etc. Elle a prononcé un discours plein d'éloges à l'égard du tyran. Nous avions déjà convenu à Saint-Domingue que toute personne venant de Cuba pour glorifier le tyran devait courir les mêmes risques que les hommes et les femmes qui se battent aux côtés du tyran.

Juan Manuel Cao : Si vous rencontriez les membres des familles qui ont été tués dans cet avion, ne penseriez-vous pas qu'il serait difficile...

Orlando Bosch : Non, parce qu'en fin de compte, ceux qui étaient là devaient savoir qu'ils coopéraient avec la tyrannie à Cuba.

Les réponses de Bosch à ces cinq questions nous donnent un aperçu de l'esprit du type de terroriste que le gouvernement des États-Unis héberge et protège à Miami : des terroristes qui, au cours des quarante-sept dernières années, ont mené une guerre sanglante et impitoyable contre le peuple cubain.

Ce qui est arrivé au vol 455 de Cubana il y a près de trente ans n'est pas un secret. Il suffit d'examiner les câbles déclassifiés de la CIA. À l'époque, il s'agissait du pire acte de terrorisme aérien de l'histoire et de la première explosion d'un avion de ligne civil par des terroristes.

Plus de trois mois avant l'explosion du CU-455 au-dessus de la Barbade, en ce mercredi après-midi ensoleillé du 6 octobre 1976, la Central Intelligence Agency (CIA) avait informé Washington qu'un groupe d'exilés cubains extrémistes prévoyait de placer une bombe sur un vol de Cubana de Aviacion.

Le Bureau of Intelligence and Research du département d'État a rapporté au secrétaire d'État Henry Kissinger qu'une source de la CIA avait entendu Luis Posada Carriles déclarer, moins d'un mois avant l'attentat, que « nous allons frapper un avion de ligne cubain ».

Ni Washington ni la CIA n'ont alerté les autorités cubaines de la menace terroriste qui pesait sur leurs avions.

L'attentat a été perpétré par Luis Posada Carriles, Orlando Bosch, Hernan Ricardo et Freddy Lugo. Les derniers préparatifs de l'acte terroriste ont commencé avec l'arrivée d'Orlando Bosch à Caracas le 8 septembre 1976. Bosch est un terroriste d'origine cubaine qui était le chef reconnu d'une organisation appelée Coordinacion de Organizaciones Revolucionarias Unidas (CORU).

Selon le FBI, la CORU était un groupe de coordination d'organisations d'exilés cubains créé pour « planifier, financer et mener des opérations terroristes et des attaques contre Cuba ». (*Câble du FBI daté du 29 juin 1976*)

Lorsque Bosch est arrivé à Caracas le 8 septembre de cette année-là, Posada Carriles était là pour

l'accueillir et mettre à sa disposition son bras droit : l'homme de confiance Hernan Ricardo, qui a admis sous serment être un agent de la CIA. En 1976, Ricardo était également un employé de Luis Posada Carriles dans une société de renseignement privée que ce dernier avait fondée et dirigeait à Caracas : Investigaciones Comerciales e Industriales (ICI). Ricardo affirme que Posada Carriles l'a présenté à Orlando Bosch dans les bureaux de l'ICI à Caracas.

Pour l'aider dans l'opération spéciale que Bosch et Posada avaient prévue pour lui, Ricardo a à son tour recruté Freddy Lugo. Citoyen vénézuélien, Lugo a également admis sous serment être un agent de la CIA.

Nous savons que le quatuor composé de Posada, Bosch, Ricardo et Lugo s'est réuni au moins quatre fois pour planifier l'attaque.

Lors de ces réunions, les terroristes se sont mis d'accord sur les mots codés qu'ils utiliseraient pour décrire le succès de l'opération. L'avion serait appelé le « bus » et les passagers les « chiens ». Posada a dit à Lugo et Ricardo : « Le reste dépend de vous. »

Les explosifs C-4 ont été transportés à bord de l'avion par Ricardo et Lugo dans un tube de dentifrice et dans un appareil photo.

Freddy Lugo et Hernan Ricardo ont pris le vol CU-455 à Trinidad à 12 h 15 à destination de la Barbade. Ricardo a voyagé sous un faux passeport et un faux nom. Ils se sont assis au milieu de l'avion. Pendant le vol, ils ont placé les explosifs C-4 à deux endroits différents dans l'avion : dans les toilettes arrière et sous le siège de Freddy Lugo. Lugo et Ricardo sont descendus de l'avion lors de sa brève escale à l'aéroport de Seawell, à la Barbade. Ils ont par la suite admis sous serment qu'ils avaient tous deux reçu une formation spéciale de la CIA en matière d'explosifs.

À bord du CU-455 se trouvaient 73 personnes. De ce nombre, 57 des passagers étaient des Cubains, onze étaient des étudiants en médecine guyanais à Cuba. Les cinq autres passagers étaient coréens. Les personnes à bord avaient en moyenne 30 ans.

Le groupe comprenait 24 membres de l'équipe cubaine d'escrime, dont de nombreux adolescents, fraîchement médaillés d'or au championnat d'escrime de la jeunesse à Caracas. Ils portaient fièrement leurs médailles d'or à bord de l'avion. L'une des jeunes escrimeuses, Nancy Uranga, n'avait que vingt-trois ans et était enceinte. Elle n'était pas censée être à bord. Cette place dans l'équipe d'escrimeurs appartenait à une jolie petite escrimeuse de douze ans, anormalement grande pour son âge, nommée Maria Gonzalez. Maria avait prévu de participer aux Jeux des Caraïbes et se trouvait sur le tarmac de l'aéroport José Marti de La Havane, prête à embarquer dans l'avion qui devait emmener l'équipe aux Jeux, lorsque l'un de ses entraîneurs lui a annoncé la mauvaise nouvelle : les règles internationales en matière d'amateurisme empêchaient les jeunes de douze ans de participer aux compétitions. Maria aurait été atterrée et serait rentrée chez elle, dans le quartier de La Vibora à La Havane, où elle aurait pleuré pendant trois jours, refusant de regarder les Jeux à la télévision cubaine parce que cela lui faisait tellement mal de ne pas être là. Nancy Uranga a été convoquée à l'aéroport et a pris la place de Maria dans ce voyage malheureux vers les Jeux des Caraïbes.

L'équipe d'escrime a connu un succès retentissant aux Jeux. Elle a remporté des médailles d'or, d'argent et de bronze. Les escrimeurs devaient rentrer chez eux le 6 octobre 1976. Les athlètes portaient fièrement leurs médailles suspendues à leurs vêtements lorsqu'ils sont montés à bord de l'avion. Le vol Cubana 455 s'est d'abord arrêté à Trinidad à 11 h 03, puis a atterri de nouveau à la Barbade à 12 h 25.

Neuf minutes après le décollage de la Barbade, les bombes ont explosé et l'avion a pris feu. Les

passagers à bord ont alors vécu les dix minutes les plus horribles de leur vie, l'avion se transformant en un cercueil brûlant.

L'enregistreur de voix du cockpit a capturé les derniers instants terrifiants du vol à 13 h 24 : « Seawell ! Seawell ! CU-455 Seawell. . . ! Nous avons une explosion à bord. . . Nous avons un incendie à bord. »

Le pilote, Wilfredo Pérez (affectueusement appelé « Felo »), demande à l'aéroport de Seawell l'autorisation de revenir et d'atterrir, mais l'avion et ses passagers sont déjà condamnés.

Alors que l'avion s'approche du rivage, il perd rapidement de l'altitude et le contrôle. Le copilote a dit : « Frappe l'eau, Felo, frappe l'eau. »

Plutôt que de s'écraser sur le sable blanc de la plage appelée Paradise et de tuer les baigneurs, Felo a courageusement incliné l'avion vers l'eau, où il s'est écrasé dans une boule de feu à un kilomètre au nord de Deep Water Bay.

Des morceaux de corps ont été lentement récupérés dans la mer. La plupart d'entre eux étaient trop grotesquement défigurés pour être identifiés par leurs proches. Il n'y avait aucun survivant.

Après avoir débarqué, Lugo et Ricardo ont quitté précipitamment l'aéroport de Seawell à la Barbade et se sont inscrits dans un hôtel local sous des noms d'emprunt.

Depuis l'hôtel, Hernan Ricardo a appelé ses patrons au Venezuela : Orlando Bosch et Luis Posada Carriles. Ne trouvant pas Posada à son bureau, il a laissé un message à sa secrétaire. Il a ensuite rappelé Caracas et demandé à un ami commun, Marinés Vega, de transmettre le message suivant à Posada :

« Nous sommes dans une situation désespérée, le bus était entièrement chargé de chiens... Ils doivent envoyer quelqu'un que je reconnaitrai. J'attendrai dans une fontaine à soda près de l'ambassade au cas où il se passerait quelque chose et que je doive y demander l'asile. »

Ricardo a pu communiquer avec Bosch qui lui aurait dit : « Mon ami, nous avons un problème ici à Caracas. On ne fait jamais exploser un avion en plein vol... », ce qui laisse entendre que le plan prévoyait que la bombe explose alors que l'avion était au sol, avant le décollage.

Sentant que les choses se coraient à la Barbade, Lugo et Ricardo ont pris un vol de retour pour Trinidad sur un vol de la British West Indies Airlines le soir même. Pendant le vol, Ricardo a dit à son ami : « Bon sang, Lugo, je suis désespéré et j'ai envie de pleurer. Je n'avais jamais tué personne auparavant. »

À Port-d'Espagne, les terroristes se sont enregistrés à l'Holiday Inn sous de fausses identités et ont passé d'autres appels désespérés à Caracas, pour tenter de joindre Posada Carriles.

Leur nervosité à l'aéroport et à l'hôtel, ainsi que leurs conversations dans les taxis qu'ils ont pris à la Barbade et plus tard à Trinidad, ont conduit la police à les considérer comme les principaux suspects de l'attentat à la bombe. Ils ont été arrêtés et interrogés par des inspecteurs de la police de Trinidad.

Tous deux sont passés aux aveux devant le commissaire Dannis Ramdwar, qui a recueilli leurs dépositions écrites. Lugo et Ricardo ont tous deux admis être des agents de la CIA. Ricardo a décrit en détail comment il pouvait déclencher des explosifs C-4 et a montré un crayon sur le bureau de Ramdwar qui était similaire au minuteur qu'il a utilisé pour déclencher l'explosif à bord de l'avion. Ricardo a également déclaré à la police de Trinidad qu'il travaillait pour Luis Posada Carriles. Il a

dit à Ramdwar que le chef de la CORU était Orlando Bosch et a dessiné pour la police un organigramme de la CORU et a dit que l'organisation terroriste était également connue sous le nom de Condor.

Après avoir entendu les aveux de Lugo et de Ricardo, la police de Caracas est intervenue et a arrêté Posada et Bosch. Elle a également obtenu un mandat et perquisitionné les bureaux de Posada Carriles, où elle a confisqué des armes et du matériel de surveillance électronique sophistiqué. La police a également trouvé un programme des vols de Cubana dans le bureau de Posada à Caracas.

Dans l'un des tout premiers rapports sur l'explosion du vol Cubana 455, le 6 octobre 1976, le bureau vénézuélien du FBI signalait qu'une source confidentielle a identifié Luis Posada et Orlando Bosch comme responsables de l'attentat à la bombe. « La source a pratiquement admis que Posada et Bosch avaient orchestré l'attentat à la bombe contre la compagnie aérienne », selon le rapport.

Au cours de l'interview télévisée réalisée il y a trois jours à Miami, Bosch a parlé d'un accord conclu entre les terroristes à Saint-Domingue en juin 1976.

C'est le FBI lui-même qui nous parle de cet accord secret. Selon un rapport du FBI, Orlando Bosch, Luis Posada Carriles et d'autres terroristes ont formé une organisation terroriste faïtière appelée CORU lors d'une réunion en République dominicaine. Le rapport du FBI explique comment, lors de cette réunion en République dominicaine, la CORU a planifié une série d'attentats à la bombe contre des entités cubaines, ainsi que le meurtre de communistes dans l'hémisphère occidental. À la page 6, le rapport raconte en détail comment Orlando Bosch a été rencontré à Caracas le 8 septembre 1976 par Luis Posada et d'autres exilés anticastristes et qu'un accord a été conclu sur le type d'activités qu'il pourrait organiser en sol vénézuélien.

Après l'arrestation de Lugo, Ricardo, Bosch et Posada, Trinidad, la Barbade, la Guyane et Cuba ont cédé au Venezuela leur juridiction sur l'explosion de l'avion de ligne, et tous les quatre ont été poursuivis à Caracas pour meurtre.

Poursuivre des terroristes a un prix. La juge qui a délivré les premiers mandats d'arrêt à l'encontre des quatre terroristes, Delia Estava Moreno, a reçu plusieurs menaces de mort et a été l'objet de tentatives de chantage en guise de représailles. En conséquence, elle a été contrainte de se récuser. Le président du tribunal militaire, le général à la retraite Elio Garcia Barrios, a également reçu des menaces de mort et, en 1983, son fils et son chauffeur ont été assassinés au cours d'une opération mafieuse destinée pour se venger et intimider ceux qui osaient poursuivre légalement les meurtriers.

Finalement, Lugo et Ricardo ont été condamnés, mais avant que la Cour ne puisse rendre un verdict dans son cas, Luis Posada Carriles s'est évadé de la prison de San Juan de los Moros, dans l'État de Guarico, où il avait été enfermé après deux tentatives d'évasion infructueuses.

Posada s'est évadé avec l'aide d'au moins 50 000 dollars provenant d'un groupe d'extrême droite de Miami.

Quinze jours après son évasion, Posada a quitté clandestinement le Venezuela à destination d'Aruba à bord d'un crevettier. Il a passé une semaine à Aruba et a ensuite été transporté par avion privé au Costa Rica, puis au Salvador. Il a immédiatement commencé à travailler avec Felix Rodriguez, un membre haut placé de la CIA, à la base aérienne d'Ilopango. Le travail de Posada au Salvador consistait à approvisionner les Contras nicaraguayens en armes et en fournitures obtenues par la vente de stupéfiants. Cette opération est devenue un scandale connu sous le nom d'Iran-Contra. Felix Rodriguez était l'homme de confiance de la CIA en Amérique centrale dans le scandale Iran-Contra. Il a été engagé par un vieil ami de la CIA, Donald Gregg, qui était le conseiller à la sécurité

nationale du vice-président Bush. Selon Anna Louise Bardach, qui a interviewé Posada alors qu'elle était journaliste au *New York Times*, « Posada a noté avec une certaine fierté que George Bush avait dirigé la CIA de novembre 1975 à janvier 1977 » – une période qui a couvert certains des crimes les plus violents commis par les exilés cubains et l'opération Condor : notamment l'assassinat de Letelier et l'attentat contre l'avion de ligne.

Posada a passé les années suivantes en Amérique centrale, travaillant pour les services de sécurité du Salvador, du Guatemala et du Honduras. Mais au début des années 1990, il s'est à nouveau tourné vers Cuba, qui s'efforçait de relancer son industrie touristique afin de compenser le ralentissement économique dramatique consécutif à la disparition du bloc soviétique. Depuis son repaire d'Amérique centrale, il a recruté des mercenaires salvadoriens et guatémaltèques pour faire passer des explosifs à Cuba et, en 1997, des bombes ont commencé à exploser dans les meilleurs hôtels et restaurants de La Havane, tuant un touriste italien nommé Fabio DiCelmo et en blessant plusieurs autres.

Cuba a appris que la campagne de terreur contre son industrie touristique était financée par des organisations d'exilés de Miami et orchestrée par Luis Posada Carriles en Amérique centrale. Face au refus du FBI de réprimer les terroristes de Miami, Cuba a envoyé des hommes très courageux pour infiltrer ces organisations terroristes et recueillir des informations dans le but de demander au président Clinton d'intervenir et d'ordonner aux fédéraux d'arrêter les terroristes.

Après avoir rassemblé suffisamment de preuves pour déterminer la source de la campagne terroriste, Fidel Castro a envoyé, le 1er mai 1998, un émissaire personnel à Washington avec un message manuscrit au président Clinton : l'émissaire n'était autre que le prix Nobel de littérature Gabriel Garcia Marquez. Le président Clinton était en déplacement pour plusieurs jours en Californie, et après l'avoir attendu plusieurs jours à l'hôtel Washington, Garcia Marquez a finalement rencontré le chef de cabinet de la Maison-Blanche, Mac McLarty, et lui a remis la lettre. Garcia Marquez raconte la réaction de McLarty à la lettre et cite McLarty qui lui aurait dit : « Nous avons des ennemis communs : les terroristes. »

À la suite de la visite de Garcia Marquez, les États-Unis ont envoyé une équipe du FBI à Cuba un mois plus tard pour discuter d'une collaboration avec Cuba dans le cadre de la « guerre contre la terreur ». Cuba a remis au FBI des enregistrements de 14 conversations téléphoniques de Luis Posada Carriles contenant des détails sur la série de bombes qui avaient explosé à Cuba dans les années 1990. Cuba a également communiqué au FBI les adresses de Luis Posada Carriles au Salvador, au Honduras, au Costa Rica, au Guatemala et au Panama. Il a également transmis des enregistrements de conversations avec des détenus d'Amérique centrale à Cuba, qui ont admis que Posada était leur patron. Au total, Cuba a remis 60 séries de documents contenant des informations sur 40 terroristes basés à Miami, y compris leurs adresses et des preuves de leurs liens avec le terrorisme.

Cuba a ensuite attendu... et attendu... et attendu. Cuba a attendu que le FBI commence à arrêter des terroristes. Au lieu de cela, le FBI a arrêté, le 12 septembre 1998, les hommes désormais connus sous le nom des « Cinq Cubains » : les hommes qui étaient venus à Miami pour infiltrer les organisations terroristes en exil à Miami.

Selon *El Nuevo Herald*, les premières personnes à avoir été informées de l'arrestation des Cinq Cubains étaient les congressistes Lincoln Diaz Balart et Ileana Ros-Lehtinen de Miami.

Les Cinq ont été inculpés de 62 chefs d'accusation pour violation des lois fédérales. Leur arrestation illustre le deux poids, deux mesures de Washington dans sa soi-disant guerre contre le terrorisme : une guerre que le gouvernement américain choisit de mener à la carte, en faisant la distinction entre les terroristes qu'il aime et ceux qu'il n'aime pas.

Les Cinq ont été placés en isolement pendant les 17 mois qui ont suivi, jusqu'au début de leur procès. Ils ont été reconnus coupables de plusieurs chefs d'accusation et ont été condamnés aux peines maximales. Gerardo Hernandez a été condamné à une double peine de prison à perpétuité, Antonio Guerrero et Ramon Labanino à une peine de prison à perpétuité chacun. Fernando Gonzalez et René Gonzalez ont été condamnés respectivement à 19 et 15 ans de prison.

Les Cinq ont été envoyés dans des prisons de haute sécurité dans tout le pays, et deux d'entre eux n'ont pas pu recevoir la visite de leur épouse au cours des sept dernières années, en violation des lois américaines et du droit international.

Le 9 août 2005, un panel de trois juges de la Cour d'appel a publié une décision de 93 pages qui annule les condamnations et les peines, estimant que les Cinq n'avaient pas bénéficié d'un procès équitable à Miami et reconnaissant les preuves produites par la défense au cours du procès qui révélaient des actions terroristes contre Cuba menées par des groupes d'exilés de Miami. La Cour d'appel a même cité dans une note de bas de page le rôle de Luis Posada Carriles et l'a qualifié à juste titre de terroriste. Le panel de trois juges a estimé qu'une « tempête parfaite » de préjugés avait empêché les Cinq Cubains de bénéficier d'un procès équitable à Miami.

L'administration Bush, par l'intermédiaire de son solliciteur général, a fait appel officiellement auprès des 12 juges du onzième circuit à Atlanta et, par déférence apparente à l'égard de la demande inhabituelle du département de la Justice, la cour d'appel a annulé la décision du panel de trois juges et a accepté d'entendre l'affaire en banc.

L'avocat Leonard Weinglass, qui représente Antonio Guerrero, a récemment déclaré : « Les Cinq n'ont pas été poursuivis parce qu'ils ont violé la loi américaine, mais parce que leur travail a permis de démasquer ceux qui le faisaient. En infiltrant le réseau terroriste dont l'existence est autorisée en Floride, ils ont démontré l'hypocrisie de la prétendue opposition de l'Amérique au terrorisme. »

Alors que les Cinq étaient poursuivis à Miami, la campagne de terreur contre Cuba se poursuivait. En novembre 2000, Posada Carriles a été arrêté au Panama avec trois complices avant qu'ils ne puissent mettre à exécution leur projet de faire exploser un auditorium rempli d'étudiants à l'université de Panama où le président cubain Fidel Castro devait prendre la parole. Les quatre personnes ont été condamnées par un tribunal panaméen, mais le 26 août 2004, Mireya Moscoso, dans l'un de ses derniers actes en tant que présidente, les a graciées en violation de la loi panaméenne. Les trois complices, tous Cubano-Américains, se sont rendus à Miami pour être accueillis chez eux. Posada Carriles, qui n'est ni citoyen américain ni résident permanent légal, est entré dans la clandestinité au Honduras et a commencé à échafauder un plan pour se rendre au foyer du terrorisme : Miami.

En mars 2005, il se présente à Miami et demande l'asile. Pendant des semaines, il vit ouvertement dans cette ville, allant même faire des achats au centre commercial. Avant qu'il ne soit détenu par qui que ce soit, le Venezuela demande sa détention préventive dans le but de l'extrader vers le Venezuela pour qu'il y soit jugé pour 73 chefs d'accusation de meurtre au premier degré liés à l'explosion de l'avion de ligne en 1976.

Plutôt que d'exercer un mandat d'extradition à son encontre, le département de la sécurité intérieure n'a rien fait. Ce n'est que lorsque Posada a donné une étrange conférence de presse à Miami le 16 mai 2005, au cours de laquelle il s'est ouvertement vanté que le département de la Sécurité intérieure ne le recherchait même pas, que les fonctionnaires ont estimé qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de le placer en détention. Il a été arrêté immédiatement après la conférence de presse et escorté avec précaution dans une voiturette de golf, sans menottes, jusqu'à un hélicoptère qui l'attendait.

Posada a été accusé d'entrée illégale aux États-Unis et c'est ainsi qu'a commencé la mascarade juridique destinée à détourner l'attention de la demande d'extradition qui n'a toujours pas été traitée par le département de la Justice.

Pour échapper à l'expulsion, Posada a d'abord affirmé qu'il était toujours un résident permanent des États-Unis. À titre subsidiaire, il a demandé l'asile et la protection contre l'expulsion en vertu de la *Convention contre la torture* (CAT). S'il est vrai qu'il a été résident permanent dans les années 1960, Posada a abandonné ce statut depuis longtemps. Après tout, il a passé les quarante dernières années à vivre et à tuer à l'étranger. En raison de son long curriculum de terreur, il ne remplit pas, en droit, les conditions requises pour obtenir l'asile. Il ne lui restait donc que la possibilité de bénéficier de l'aide de la CAT.

C'est alors que nous avons assisté à l'un des épisodes les plus horribles de la manoeuvre juridique jamais réalisée par les avocats du département de la Sécurité intérieure. Ceux qui s'occupaient de l'affaire d'immigration de Posada Carriles au tribunal de l'immigration d'El Paso, au Texas, ont préparé le terrain pour que Posada obtienne une aide au titre de la *Convention contre la torture*.

Posada n'a appelé qu'un seul témoin dans son affaire d'immigration. Il s'agit d'un soi-disant expert du Venezuela qui a déclaré que, selon lui, il serait torturé s'il était renvoyé à Caracas. Le témoin a déclaré que le Venezuela torturait les prisonniers et que Posada serait certainement torturé s'il était renvoyé. Ce témoin n'était autre que Joaquin Chaffardet, ami, partenaire commercial et avocat de Luis Posada Carriles au Venezuela. Chaffardet a également été le patron de Posada à la DISIP au début des années 1970, un homme dont Posada est proche depuis quarante ans. Le département de la Sécurité intérieure n'a jamais contre-interrogé ce type ! Son avocat n'a même pas évoqué la possibilité que Chaffardet ne soit pas un témoin objectif et désintéressé, mais qu'il soit au contraire partial en faveur de son ami, partenaire et client. Outre le témoignage douteux de Chaffardet, aucune autre preuve n'a été présentée à l'appui de la théorie selon laquelle Posada serait torturé au Venezuela.

La manoeuvre du département de la Sécurité intérieure a fonctionné. Le juge de l'immigration William Abbott a reconnu la crédibilité du témoignage de M. Chaffardet et a estimé qu'il était « clairement probable » que M. Posada serait torturé s'il était renvoyé au Venezuela. Le juge Abbott a ordonné son expulsion des États-Unis, mais pas vers le Venezuela ou Cuba parce qu'il y serait torturé. Le département de la Sécurité intérieure a refusé de faire appel de cette décision et s'est mis en quête d'un pays tiers susceptible de l'accueillir. Quelques mois plus tôt, il avait fait appel de la décision d'un juge de l'immigration d'accorder à deux officiers vénézuéliens le bénéfice de l'exemption au titre de la *Convention contre la torture*. Dans cet appel, le même avocat du département de la Sécurité intérieure qui a plaidé l'affaire Posada a soutenu qu'il n'y avait aucune preuve que le Venezuela torturait les prisonniers. Or, dans l'affaire Posada, le département de la Sécurité intérieure a adopté une position résolument différente. Pourquoi ? À vous de le savoir.

Plus de six mois se sont écoulés depuis la décision relative à l'immigration. Puisqu'il a jusqu'à présent refusé de placer Posada en détention en vue de son extradition (comme le Venezuela l'a demandé à plusieurs reprises), le gouvernement américain doit soit libérer Posada, soit déclarer qu'il constitue une menace pour la communauté. Dans une lettre adressée à Posada le 22 mars 2006, le département de la Sécurité intérieure a décidé de le maintenir en détention pour des raisons d'immigration. La lettre indique à Posada qu'il a un « long passé d'activités criminelles et de violences au cours desquelles des civils innocents ont été tués ». Sa remise en liberté, conclut l'ICE dans sa lettre à Posada, « constituerait un danger à la fois pour la communauté et pour la sécurité nationale des États-Unis ».

À l'appui de sa décision provisoire de le maintenir en détention, l'ICE cite l'affaire d'extradition en cours du Venezuela contre Posada et le fait que ce dernier s'est enfui d'une prison vénézuélienne

alors que son procès pour l'attaque à la bombe contre un avion de ligne en 1976 était en cours. « Votre passé comprend également votre évasion d'une prison vénézuélienne, qui a été réalisée après plusieurs tentatives utilisant des menaces de recours à la force, des explosifs et des subterfuges », déclare l'ICE dans sa décision.

L'ICE poursuit en citant les propres déclarations de Posada pour le lier « à la planification et à la coordination d'une série d'attentats à la bombe dans des hôtels et des restaurants à Cuba ... en 1997 ». Ces attentats ont entraîné la mort d'un touriste italien et blessé plusieurs autres personnes. L'ICE cite également la condamnation de Posada au Panama pour « crimes contre la sécurité nationale », en référence à sa tentative d'assassiner le président cubain Fidel Castro en 2000 à l'aide d'explosifs C-4, alors qu'il s'apprêtait à prendre la parole à un auditorium rempli d'étudiants.

Le gouvernement américain reconnaît donc enfin que Posada est un méchant ! Sans prononcer le mot redouté, la lettre de l'ICE le qualifie virtuellement de terroriste. La loi a contraint les États-Unis à faire cet aveu. S'il est clair que Washington ne veut pas l'extrader vers le Venezuela, il n'est pas prudent de le libérer. La seule façon de le maintenir en détention sans qu'il soit soumis à une procédure d'extradition est que le gouvernement estime qu'il représente un danger pour la communauté.

Mais l'affaire d'extradition ne va pas disparaître. Elle est là, bien vivante. À moins que Posada n'ait une crise cardiaque et ne meure en prison, la loi finira par obliger le gouvernement américain à poursuivre l'affaire d'extradition. Beaucoup de gens pensent que la décision du juge Abbott selon laquelle Posada ne peut pas être expulsé vers le Venezuela est une décision sur la demande d'extradition du Venezuela. Ce n'est pas le cas. Les décisions d'extradition l'emportent sur les décisions d'immigration.

En outre, même si la secrétaire d'État Condoleezza Rice décide, à sa discrétion, de ne pas extrader Posada, les traités et conventions signés par le gouvernement américain dans le passé obligent ce pays à le poursuivre pour l'attentat contre l'avion aux États-Unis – où aucun prisonnier n'est jamais torturé, n'est-ce pas ?

Lisez bien ce que dit l'Article 7 de la *Convention de Montréal sur l'aviation civile*.

« L'État contractant sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'une des infractions est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et que l'infraction ait ou non été commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave conformément aux lois de cet État. »

L'article 7 ne laisse aucune marge de manoeuvre aux États-Unis. Ils doivent extrader ou poursuivre Posada Carriles pour 73 chefs d'accusation de meurtre au premier degré en relation avec l'explosion de l'avion de ligne. L'expulser vers un pays tiers n'est pas une option, pas plus que le relâcher dans la communauté.

L'histoire du CU-455 doit être racontée au peuple américain. Si le peuple américain entend la véritable histoire de la façon dont ces 73 personnes ont été assassinées de sang-froid par des terroristes que les États-Unis préfèrent abriter plutôt que de les poursuivre, il ne le supportera pas.

Peu de gens dans ce pays savent qu'Orlando Bosch a été libéré par le président George Bush père en 1990 et qu'il est aujourd'hui assis sur l'estrade lorsque le président Bush fils prononce des discours à Miami. L'avocat de Bosch, qui se trouve être le petit-fils de Fulgencio Batista, a été nommé il y a quatre ans par Jeb Bush à la Cour suprême de Floride.

Le sort des Cinq Cubains est entre les mains de 12 juges, mais ces derniers doivent être placés sous le microscope de l'opinion publique. Malgré vos efforts, les Américains ne savent toujours pas qui sont les Cinq ni pourquoi ils sont allés à Miami. Il est important que vous continuiez à veiller à ce que leur histoire soit racontée : les États-Unis poursuivent et condamnent les antiterroristes, mais abritent et protègent les terroristes.

C'est au peuple américain de mettre fin à l'impunité, et c'est à vous de veiller à ce que le peuple américain apprenne la vérité sur ces affaires et sur ce gouvernement. C'est à vous de faire connaître au peuple américain la vérité sur Cuba et sur le Venezuela.

Le gouvernement américain fait preuve d'hypocrisie dans sa guerre contre le terrorisme, puisqu'il abrite et récompense les terroristes qu'il aime. Washington fait la leçon à d'autres gouvernements sur les droits humains, alors qu'il impose un blocus à Cuba, utilisant la faim comme outil de politique étrangère, afin d'essayer d'affamer 11 millions de personnes pour les soumettre.

Nous ne pouvons pas rester les bras croisés pendant que le gouvernement américain bloque et envahit des pays qui ne l'ont jamais attaqué, torture des prisonniers et les prend en photo comme si les victimes étaient des curiosités et non des êtres humains, espionne des Américains sans mandat et bafoue les droits civils de ses citoyens avec une loi que ses auteurs ont osé qualifier de « patriotique ».

En 2002, Washington a aidé à organiser un coup d'État manqué contre un gouvernement démocratiquement élu au Venezuela afin de soutenir un gouvernement fantoche typique à Caracas. Grâce au peuple vénézuélien, le coup d'État a échoué et le président Chavez a été rétabli dans ses fonctions.

Le blocus contre Cuba n'a pas fonctionné, pas plus que le coup d'État au Venezuela. Cuba et le Venezuela sont aujourd'hui plus forts que jamais. Les politiques de l'administration Bush à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont réveillé un géant endormi et silencieux sur l'ensemble de ce continent. Et oui, l'Amérique est un seul continent et non deux comme certains manuels scolaires américains voudraient nous le faire croire.

Nous sommes au cœur d'un nouveau mouvement social qui ébranle ce continent dans ses fondements. À l'occasion du 30e anniversaire de l'année la plus sanglante de l'opération Condor, nous sommes témoins que les peuples d'Amérique latine ont repris leurs pays de l'emprise de la terreur. L'Argentine, l'Uruguay, le Venezuela, le Brésil, le Chili et la Bolivie ont des gouvernements qui répondent aux besoins de leur population plutôt qu'aux intérêts des entreprises américaines. D'autres pays les rejoindront bientôt. Cette année est une année électorale en Amérique. Les peuples d'Amérique latine se réapproprient leurs gouvernements.

Il est grand temps que les citoyens des États-Unis fassent de même.

(Counterpunch.org, 11 avril 2006. Traduit de l'anglais par LML)



Fausse accusation au sujet de bases d'espionnage chinoises à Cuba

Une nouvelle tentative de dénigrement de Cuba

L'une des dernières opérations de désinformation menées contre Cuba, dans le cadre de l'agression incessante des États-Unis contre l'île et son peuple, prétend que Cuba a accepté que la Chine utilise son territoire pour espionner les États-Unis.

La première attaque a été lancée le 8 juin par le *Wall Street Journal*, dans un article intitulé « Cuba accueillera une base secrète d'espionnage chinoise visant les États-Unis ». On y affirme qu'un accord militaire secret a été conclu par lequel Cuba autorise la Chine à établir une station d'écoute électronique sur l'île, ce qui, selon l'article, aiderait la Chine à « identifier des cibles potentielles de frappes ». Le vice-ministre cubain des Relations extérieures, Carlos Fernandez de Cossio, a immédiatement dénoncé ces allégations provocatrices, les qualifiant de totalement fausses, infondées et ayant des visées hostiles.



Le gouvernement chinois, également visé par ces allégations, a qualifié les États-Unis d'« empire du piratage informatique le plus puissant du monde » et a déclaré que les États-Unis répandaient des rumeurs calomnieuses. La Chine a déclaré que les États-Unis devaient cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de Cuba et tenir compte de la demande internationale en faveur de la levée du blocus de Cuba.

Au cours des trois jours suivants, deux autres articles ont été publiés dans le *Wall Street Journal*, renforçant le discours mensonger contre Cuba. Ces articles ont été immédiatement repris, sans poser de question, par la quasi-totalité des agences de presse et des médias contrôlés par les monopoles aux États-Unis, au Canada et ailleurs, notamment le *Washington Post*, le *New York Times*, Reuters et l'Associated Press. Au Canada, le *Globe and Mail*, le *Toronto Star* et CTV ont amplifié ce que les agences de presse américaines diffusaient.

L'accent a été mis sur l'affirmation de la Maison-Blanche qui dit être au courant de l'existence d'une « base d'espionnage » chinoise à Cuba depuis au moins 2019. Cette annonce a été faite après que des représentants du gouvernement des États-Unis se sont démenés pour déclassifier les renseignements qui leur avaient été fournis afin de pouvoir répondre aux questions des journalistes, comme si les « renseignements » américains pouvaient être considérés comme des preuves. Tout cela ne laisse guère de doute sur le fait que toute cette campagne médiatique a été orchestrée par le gouvernement des États-Unis.

Quelques jours avant de se rendre en Chine pour une visite officielle, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a ajouté sa propre interprétation de la situation, déclarant que l'administration Trump était au courant de l'« espionnage » de la Chine à partir de Cuba et d'autres pays depuis des années. Mais ce n'est que lorsque Joe Biden est entré en fonction en 2021, a-t-il dit, et qu'il a fait jouer la « diplomatie » qu'on a commencé à voir des résultats en termes de « ralentissement » des activités d'espionnage supposées de la Chine de cette nature.

Le ministre cubain des Relations extérieures, Bruno Rodríguez, a répondu en réaffirmant qu'Antony Blinken dit des faussetés. Il a déclaré que ses propos s'inscrivent dans une longue histoire d'opérations de désinformation du gouvernement américain visant à fournir un prétexte pour maintenir son blocus économique et sa campagne de pression maximale contre Cuba. Le ministre cubain a déclaré que cette attitude était de plus en plus rejetée par la communauté internationale et à l'intérieur même des États-Unis. Il a rappelé que ce sont les États-Unis qui ont imposé des dizaines de bases militaires à travers les Amériques, y compris celle qu'ils maintiennent contre la volonté du peuple cubain sur le territoire qu'ils occupent illégalement à Guantanamo.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) rejette les mensonges et la désinformation utilisés par le gouvernement des États-Unis dans le cadre de sa campagne incessante depuis plus de

six décennies pour fomenteur un changement de régime contre-révolutionnaire à Cuba. Tous ceux qui, comme le gouvernement du Canada, prétendent défendre un système international fondé sur des règles, pratiquent la politique de l'apaisement envers les États-Unis, soit en restant silencieux face à leur guerre multiforme contre Cuba, soit en y contribuant activement. Il faut également s'y opposer.

La position de Cuba repose sur le respect de ses droits en tant que nation souveraine et sur son engagement à faire de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix. Cette position est juste et mérite le soutien de tous !



Déclaration du ministre cubain des Relations extérieures

– Bruno Rodriguez Parrilla –

Les affirmations du secrétaire d'État américain concernant la présence d'une base d'espionnage chinoise à Cuba sont fausses, totalement fausses. La position de Cuba à ce sujet est claire et sans équivoque.



Il s'agit d'allégations sans fondement.

L'objectif est de s'en servir comme prétexte pour maintenir le blocus économique contre Cuba et les mesures de pression maximale qui l'ont renforcé ces dernières années et qui sont de plus en plus rejetées par la communauté internationale, et même l'intérieur des États-Unis. Ce rejet inclut la demande de retirer Cuba de la liste arbitraire des États soutenant le terrorisme.

Cuba ne constitue pas une menace pour les États-Unis ni pour aucun autre pays. Les États-Unis mettent en oeuvre une politique qui menace et punit quotidiennement l'ensemble de la population cubaine.

Les États-Unis ont imposé et possèdent des dizaines de bases militaires dans notre région et maintiennent également, contre la volonté du peuple cubain, une base militaire sur le territoire qu'ils occupent illégalement dans la province de Guantanamo.

Nous assistons à une nouvelle opération de désinformation, semblable aux nombreuses autres menées par les États-Unis tout au long de leur longue histoire d'hostilité à l'égard de notre pays.

(Ministère des Relations extérieures de Cuba, 13 juin 2023)



Déclaration du vice-ministre des Relations extérieures de Cuba

– Carlos Fernandez de Cossio –

Le journal américain *The Wall Street Journal* a publié le 8 juin des informations totalement mensongères et non fondées, selon lesquelles il existerait un accord entre Cuba et la Chine dans le domaine militaire pour l'établissement d'une supposée base d'espionnage.

Indépendamment des droits souverains de Cuba en matière de défense, notre pays est signataire de la Déclaration de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, signée à La Havane en janvier 2014. En vertu de celle-ci, nous rejetons toute présence militaire étrangère en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Conformément à ces principes, nous nous opposons également à la présence des nombreuses bases et des nombreux effectifs militaires américains dans la région, en particulier ceux qui occupent illégalement une partie du territoire cubain dans la province de Guantanamo



De telles calomnies ont été fabriquées fréquemment par des fonctionnaires étasuniens apparemment au fait des informations de renseignement, comme celles qui ont fait référence aux prétendues attaques par des moyens acoustiques contre le personnel diplomatique américain, la fausseté sur la présence de troupes militaires cubaines non existantes au Venezuela et le mensonge sur l'existence imaginaire à Cuba de laboratoires d'armes biologiques.

Il s'agit dans tous les cas de faussetés véhiculées dans l'intention malveillante de justifier le renforcement sans précédent du blocus économique, la déstabilisation et l'agression contre Cuba, et de tromper l'opinion publique aux États-Unis et dans le monde entier.

L'hostilité des États-Unis envers Cuba et les mesures extrêmes et cruelles qui causent des dommages humanitaires et punissent le peuple cubain ne peuvent en aucun cas se justifier.

(Ministère des Relations extérieures de Cuba, 8 juin 2023)



Rencontre internationale de solidarité avec Cuba, La Havane, 2 mai 2023

Affirmation de la souveraineté, de l'indépendance, de la paix et du progrès

– *Déclaration des participants* –

Nous, les plus de 1 000 participants à la « Rencontre internationale de solidarité avec Cuba et l'anti-impérialisme, après 200 ans de la doctrine Monroe », nous rassemblons à nouveau avec grande

fierté sur l'île de la Dignité pour réaffirmer notre appui indéfectible à la Révolution et au peuple cubains.

Dans un monde extrêmement complexe qui menace l'existence même de l'humanité, c'est avec stoïcisme que cette nation soeur résiste au blocus, imposé et renforcé sans mesure par le gouvernement des États-Unis, dans ses tentatives impérialistes de détruire le programme de justice sociale que Cuba a créée avec sacrifice, courage, unité et créativité.



Nous, les représentants de 271 organisations politiques, syndicales, sociales et de la jeunesse, représentant 58 pays, avons participé à de riches sessions où nous avons échangé sur le vécu des travailleurs, des jeunes et des gens ordinaires dans les endroits de travail et dans les quartiers foisonnant de changements sociaux, où nous avons pu constater cette immense capacité de résistance et de créativité permettant de surmonter les pires obstacles et privations.



L'année dernière, Cuba a subi trois événements douloureux, chacun ayant coûté des vies et d'énormes pertes matérielles : l'explosion de l'Hôtel Saratoga, le feu d'un dépôt de pétrole dans la zone industrielle de Mariel et l'ouragan dévastateur Ian. Ces tragédies ont mobilisé d'énormes ressources et ont été suivies d'un vaste mouvement de solidarité de la part de milliers de Cubains et d'amis de divers pays – réaffirmant que Cuba n'est pas seule.

Le peuple cubain nous est reconnaissant, comme nous le sommes envers Cuba : pour ses vaccins contre la COVID-19; pour son engagement et sa fidélité exemplaire au legs de Fidel et Raoul et

envers la génération qui poursuit leur oeuvre et qui nous unit; parce qu'elle ne recule pas et reste vigilante; parce qu'elle est terre de paix et d'amitié; et parce qu'elle embrasse le point de vue qu'un nouveau monde est possible et nécessaire.

L'impérialisme américain et l'OTAN déchaînent des hostilités militaires, persistant dans leurs efforts d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays avec l'objectif de renverser des régimes légitimes et progressistes. Ils imposent des sanctions, adoptent des mesures coercitives unilatérales, font du chantage politique, ont recours aux menaces et à la force, représentant un grave danger pour la paix mondiale et menaçant le monde d'une guerre nucléaire et d'une renaissance du fascisme.

En raison de ces tentatives d'internationaliser la doctrine Monroe à l'occasion de son 200e anniversaire dans le but de s'approprier des ressources naturelles et de subjuguier les peuples du monde, nous appelons toutes les forces démocratiques, progressistes et révolutionnaires à :

Développer un front national et international large dans la lutte pour la paix et contre la guerre. Appeler à une mobilisation de masse le 21 septembre 2023, Journée mondiale de la paix, appuyer le processus de paix en Colombie et défendre la déclaration de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que Zone de Paix.

Promouvoir la sensibilisation à la nécessité de la diversité, à la défense de la souveraineté nationale, de l'autodétermination des peuples, des droits des travailleurs et des peuples, de la dignité et de la préservation de l'environnement.

Mettre en valeur et multiplier les actes de solidarité avec les justes causes des peuples du Venezuela, du Nicaragua, de la Palestine, de Puerto Rico et de la République arabe sahraouie démocratique.

Redoubler d'efforts dans les réseaux sociaux et les plateformes numériques pour contrer les campagnes de mensonges des empires médiatiques de l'impérialisme et défendre l'identité de nos peuples du néocolonialisme culturel qu'ils cherchent à nous imposer.

Exiger le retrait immédiat de Cuba de la liste illégitime d'États soutenant de terrorisme, imposée unilatéralement, illégalement et immoralement par Washington – une décision arbitraire et sans fondement.

Exiger la restitution du territoire de Guantanamo illégalement occupé par les États-Unis.

Défendre l'esprit humanitaire des brigades médicales cubaines contre les campagnes de diffamation et de déformation cherchant à ternir leur noble mission.

Nous mobiliser et nous identifier en tant que défenseurs de la Révolution cubaine et promouvoir des actions sur les cinq continents exigeant que Washington mette fin au blocus économique, commercial et financier renforcé, qui est nocif au développement et au bien-être du peuple cubain et qui, en raison de sa nature extraterritoriale, mine les relations de Cuba avec les tiers partis.

Inspirés par l'exemple de Cuba, bâtissons une unité anti-impérialiste large pour résister aux adversités et les surmonter – la seule voie nous permettant de concrétiser notre rêve d'un monde meilleur et d'affirmer que cela est possible et nécessaire !



Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! Cuba socialiste a le droit d'exister ! Vive l'internationalisme et la paix ! Vive la solidarité internationale avec Cuba et les peuples qui luttent ! Vive Cuba libre ! Oui à Cuba, non au blocus !

La Havane, le 2 mai 2023





(Traduit de l'anglais par LML. Photos : Cuba Debate, Cadena Gramonte, Embassy of Cuba Noruega)



La solidarité humaine ne saurait être bloquée, elle restera une arme indestructible de lutte et de combat

– Président de Cuba Miguel Diaz-Canel –

Discours de Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République de Cuba, lors de la clôture de la Rencontre internationale de solidarité avec Cuba et l'anti-impérialisme, au Palais des conventions, le 2 mai 2023, « Année 65 de la Révolution » (Traduction de la version sténographiée de la Présidence de la République)



Soeurs et frères participant à cette Rencontre internationale de solidarité avec Cuba et l'anti-impérialisme,

Chers amis,

Soyez tous les bienvenus ! Sentez-vous comme chez vous ! Cuba est et sera toujours la Patrie des travailleurs, parce qu'à Cuba, les travailleurs sont au pouvoir (*Applaudissements*). Ni rois, ni milliardaires, ni représentants d'une oligarchie : les travailleurs cubains ! (*Applaudissements*).

Nous vous remercions, vous qui êtes présents, pour votre participation à cette rencontre, où nous partageons un même sentiment et un même engagement : la solidarité humaine, la solidarité avec la Révolution cubaine et les causes de lutte des peuples pour leur véritable émancipation.

Célébrer la Journée internationale des travailleurs avec les représentants de la classe ouvrière des mouvements de solidarité et des amis de Cuba est un grand honneur et un geste de courage dont notre peuple héroïque vous remercie du fond du coeur. C'est un digne hommage à l'héritage du commandant en chef Fidel Castro Ruz, paradigme de la solidarité du peuple cubain.

Vous arrivez à l'un de ces moments qui deviennent courants dans un pays soumis à un blocus intensifié, où l'on vit des situations très défavorables telles que la crise énergétique et les pénuries de toutes sortes.

L'idée était de nous retrouver sur nos places en ce Premier Mai, afin de célébrer ensemble la Journée des travailleurs. Le mauvais temps nous a contraints à la reporter, mais, comme le dit le proverbe, faisons contre mauvaise fortune, bon coeur.

Habitué à voir dans chaque défi une opportunité, nous n'allons pas nous plaindre de la pluie, nous allons célébrer le 205e anniversaire de la naissance de celui qui a défini l'exploitation de l'homme par l'homme comme source de la plus-value et essence du capitalisme, et qui a appelé à l'unité de tous les travailleurs du monde en vue de leur émancipation.

Le vendredi 5 mai, nous célébrerons la Journée des travailleurs, sur nos places, par des défilés et des rassemblements. Et nous commémorerons également le 205e anniversaire de la naissance du plus grand penseur en faveur des ouvriers, Karl Marx. Alors, debout les damnés de la terre ! (*Applaudissements*).

Chers frères et soeurs,

De nos jours, visiter Cuba est un acte d'engagement authentique, de courage et un effort extraordinaire, nous le savons. Le peuple cubain et ses dirigeants vous en sont infiniment reconnaissants.

Le monde traverse une crise systémique et multidimensionnelle du capitalisme, aggravée par la pandémie de COVID-19 et par les conflits armés.

Le 28 avril dernier, deux siècles s'étaient écoulés depuis que John Quincy Adams, alors Secrétaire d'État et plus tard président de l'Union, définissait pour Cuba sa théorie du « fruit mûr », et je cite :

« ... il existe des lois de gravitation politique comme il existe des lois de gravitation physique, et de même qu'un fruit arraché de son arbre par la force du vent ne peut, même s'il le veut, rien faire d'autre que de tomber au sol, de même Cuba, une fois séparée de l'Espagne et le lien artificiel qui l'unit à elle rompu, est incapable de se soutenir par elle-même, et doit nécessairement graviter vers l'Union nord-américaine, et vers elle exclusivement, tandis qu'il sera impossible à l'Union, en vertu de cette propre loi, de ne pas l'admettre en son sein. »

Adams avait bien tort !

Depuis cette annonce d'avril jusqu'à la promulgation de la Doctrine Monroe en décembre 1823, huit mois se sont écoulés. « L'Amérique aux Américains ! » Et aujourd'hui, lorsque nous cherchons à apprendre, lorsque nous lisons d'un oeil critique ce que ces 200 ans d'application de la Doctrine Monroe, étroitement associée à celle du « fruit mûr », ont signifié, nous devons nous demander : de quelle Amérique et pour quels Américains parlaient-ils ? Il ne s'agissait pas de rechercher une intégration américaine et de mettre tout le potentiel humain, de ressources, de culture et d'histoire de l'Amérique en fonction d'un bénéfice mutuel de tous nos peuples et de tous nos pays. Ils parlaient de l'Amérique latine et des Caraïbes qui devaient appartenir aux États-Unis. C'est le piège de cette doctrine, et c'est ce dont nous devons savoir cerner pour pouvoir ensuite nous mobiliser consciemment pour l'unité anti-impérialiste et la lutte contre l'impérialisme.

Ces idées, qui sont hégémoniques, qui sont dominatrices, qui sont arrogantes et méprisantes à l'égard des peuples d'Amérique latine, ont également été reflétées dans le cas de Cuba, lorsque, dans les années 1960, un fonctionnaire du Département d'État étasunien a publié un mémorandum dans lequel il recommandait au gouvernement des États-Unis que, du fait que la majorité du peuple cubain soutenait la Révolution, il fallait donc l'asphyxier économiquement afin que cette asphyxie économique conduise au désenchantement, à la rupture, au manque d'engagement et à des explosions sociales qui renverseraient la Révolution.

Dans le cadre de cette même doctrine hégémonique et d'ingérence, qui méprise les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, a été fondée l'Organisation des États américains, définie par le ministre des Relations extérieures Raul Roa, comme « un ministère des colonies. »

Ce sont toutes des plateformes hégémoniques de domination, d'arrogance et de mépris. Aussi, notre réponse doit-elle être, comme nous en avons discuté au cours de cet événement, l'unité anti-impérialiste !

Depuis lors jusqu'à aujourd'hui, depuis 200 ans, la politique du puissant voisin n'a eu qu'un seul objectif : s'emparer de Cuba, de Notre Amérique et de toutes nos ressources naturelles.

Les États-Unis prétendent internationaliser la Doctrine Monroe et, 200 ans plus tard, la renouvellent à travers des politiques de blocus, de sanctions, d'actions politiques et judiciaires, de murs, d'ingérence, d'encerclements médiatiques et de guerres.

Le blocus économique, financier et commercial intensifié constitue le principal obstacle au développement économique et social de Cuba, et que l'impérialisme yankee utilise comme outil pour étouffer le peuple cubain, briser son unité et sa confiance dans la Révolution, dans le socialisme, dans le Parti et dans le gouvernement, et pour aggraver le tout, comme si cela ne suffisait pas, ils nous ont une fois de plus inclus, et sans aucune raison, sur la liste mensongère des États soutenant le terrorisme.

Au cours de l'année 2022, nous avons été frappés par deux accidents majeurs et une catastrophe naturelle, comme cela a été mentionné ici à plusieurs reprises : l'explosion de l'hôtel Saratoga à La Havane, l'incendie à la base de superpétroliers à Matanzas et l'ouragan Ian dans l'ouest du pays. À chacun de ces moments, comme lors de la lutte contre la COVID-19, le peuple cubain a démontré sa capacité à grandir face aux difficultés et, à force de volonté, de solidarité et d'unité, nous avons pu y faire face et aller de l'avant.

Les résultats des trois processus de démocratie participative, effectués au cours des six derniers mois, démontrent la confiance du peuple dans la Révolution, dans l'oeuvre infinie de justice sociale qu'elle représente et dans la direction du processus révolutionnaire. Ainsi, le peuple l'a exprimé en approuvant le Code des Familles, les élections des délégués aux assemblées municipales du Pouvoir populaire et, plus récemment, l'élection des députés qui a abouti à la constitution de la 10e Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire.

Dans ce contexte, que demandons-nous, à vous, amis du monde entier, vous qui avez fait de Cuba et de la cause cubaine le sens de votre vie ? Nous pensons qu'il est prioritaire de renforcer les exigences de condamnation du blocus dans toutes ses manifestations et de continuer à démontrer que, en dépit du siège et de la pression, il est possible pour Cuba d'aller de l'avant et de se développer. Mais, comme je l'ai dit récemment dans mon discours inaugural face à l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, nous devons « vaincre le blocus sans attendre qu'il soit levé ». Et vous, mes amis, qui représentez la solidarité internationale avec Cuba, vous êtes aussi une partie essentielle de ce défi que nous partageons.

C'est, par ailleurs, un impératif politique et éthique de dénoncer l'inscription de Cuba sur la liste mensongère des États soutenant le terrorisme, sur laquelle elle n'aurait jamais dû figurer. En plus d'être arbitraire, injuste et immorale, cette inscription a de graves implications économiques et un effet dissuasif et intimidant.

Il est également nécessaire de renforcer le militantisme et l'articulation sur les réseaux sociaux et les espaces numériques, où d'importantes batailles sont livrées aujourd'hui pour faire face aux campagnes de mensonges des emporiums médiatiques de l'impérialisme yankee et de ses opérateurs internes et externes dans leur tentative de discréditer et de détruire la Révolution.

De quoi sommes-nous reconnaissants et de quoi voulons-nous vous remercier ? Tout d'abord, le fait que face à cette politique agressive de l'empire, le mouvement de solidarité avec notre pays se développe au milieu d'énormes défis et dans un scénario international extrêmement complexe. Le fait que les actions de solidarité organisées par les forces politiques, les mouvements sociaux, populaires, de solidarité, pacifistes, syndicaux, étudiants, paysans, de femmes, de jeunes et religieux, les diplômés des écoles cubaines et les associations de Cubains vivant à l'étranger, entre autres, sont de plus en plus fortes et coordonnées.

Il est également encourageant de constater l'augmentation des voyages vers Cuba en tant que destination sûre, ce qui rejette ouvertement les restrictions imposées par le gouvernement étasunien et les campagnes médiatiques menées depuis l'Europe et d'autres régions.

Nous reconnaissons les actions publiques de protestation contre le blocus par le biais de caravanes

et d'autres initiatives inspirées par le projet « Des ponts d'amour », qui sont devenues quotidiennes, principalement pendant les fins de semaine, dans le monde entier.

Nous nous félicitons de l'idée d'organiser la 7e Rencontre continentale africaine de solidarité avec Cuba, qui se tiendra en Afrique du Sud au cours du second semestre de cette année.

Nous soutenons les campagnes européennes « Unblock Cuba » et les nombreuses actions de solidarité qui se transforment progressivement en un vaste mouvement politique contre le blocus en Europe.

Nous saluons la concertation politique et l'articulation de la solidarité qui ont été obtenues par le Réseau continental latino-américain et caribéen de solidarité avec Cuba et les causes justes, ainsi que par le Réseau caribéen de solidarité avec Cuba.

En ces temps difficiles, nombreux sont ceux qui demandent : pourquoi le socialisme à Cuba ? Tout le monde ne saurait résister à 60 années d'asphyxie économique, aggravée plus d'une fois de manière opportuniste. Tout cela porte un tel préjudice à la société et à la famille cubaines que ceux qui disent qu'il faut renoncer au socialisme ne manquent pas.

Pourquoi la Révolution cubaine a-t-elle choisi la voie du socialisme pour la prospérité ? Parce que c'est la seule alternative au capitalisme, parce que c'est la meilleure voie pour donner le pouvoir au peuple, ainsi que les décisions du pays et de l'avenir (*applaudissements prolongés*).

La Révolution cubaine n'est pas seulement la réaction d'un peuple à une accumulation insupportable d'abus, après des siècles de colonialisme et 60 ans de néocolonialisme. C'est la réaction d'un continent et d'un monde en proie à l'injustice, et c'est pourquoi nous n'avons jamais été seuls dans notre lutte. Vous en êtes un exemple ! (*Applaudissements*).

La Révolution n'a pas été importée à Cuba, elle est née de ses conditions sociales et historiques concrètes et a été engendrée par près de cent ans de lutte contre l'injustice. Sa force naît de son authenticité.

Lorsque la communauté socialiste a disparu d'un coup, et avec elle la CAME, et que l'économie cubaine a chuté de plus de 30 %, la Révolution a grandi politiquement et moralement, avec Fidel à sa tête et un Parti d'unité, conscient de sa force. Il a fallu cinq ans pour que le pays arrête sa chute et retrouve discrètement le chemin de la croissance, mais nous avons grandi ! C'est cela le socialisme authentique.

Le soi-disant « satellite soviétique des Caraïbes » n'a pas seulement survécu à la disparition économique et politique du bloc socialiste européen, il a survécu au démantèlement idéologique et à l'effondrement moral de partis et d'organisations politiques supposées être un référent. Nous n'avons jamais été des satellites !

Tout cela s'est passé dans un contexte marqué par l'euphorie du néolibéralisme en Amérique latine : même les cimetières et les parcs ont été vendus, et le projet de l'ALCA a été monté.

Comme Cuba ne s'est pas laissé emporter par ces chants de sirènes qui se sont vite révélés ne servir qu'à endetter davantage les peuples, les actions de guerres économiques sont devenues des lois.

Dans les années 1990, alors que le socialisme s'effondrait en Europe et que la Révolution ne tombait pas, deux lois ont été promues et adoptées par le Congrès des États-Unis : la *loi Torricelli* en 1992 et la *loi Helms-Burton* en 1996.

C'est d'abord un républicain, George Bush père, puis un démocrate, Bill Clinton, qui ont

respectivement signé ces lois pour gagner les votes et l'argent de la droite de la Floride. Incroyablement, ils ont ainsi enterré ce qui était jusqu'alors la prérogative des présidents, selon les spécialistes.

Ce qui est incroyable, c'est que nos chances de développement soient liées à deux lois d'un autre pays. Consultez les statistiques et vous verrez comment les données des plus grands flux migratoires sont connectés aux moments de plus grande pression et de fermeture, et vice versa, comment il y a eu des périodes où le flux migratoire s'est inversé lorsque les échanges ont été ouverts.

Ce que la résistance et la volonté nous ont confirmé, c'est que la justice pour tous ne peut être obtenue qu'avec le socialisme, la société pour laquelle nous nous battons et continuerons à nous battre ! (*Applaudissements*).

Le capitalisme, et plus encore le capitalisme dépendant, a gouverné pendant 60 ans à Cuba et nous a laissé un degré d'injustice si profond que la réponse a été la Révolution la plus radicale de l'hémisphère.

Renoncer au socialisme, avec ces leçons historiques, n'est pas une option, parce que nous ne l'avons pas choisi au hasard, nous l'avons choisi de manière responsable comme expression de la pensée universelle la plus avancée en matière de justice sociale.

Le socialisme est tellement vraiment efficace dans cet objectif noble et humaniste que, bien qu'attachés, encerclés et persécutés par l'empire le plus puissant de l'histoire, il n'a pas été en mesure de nous étouffer ou de nous faire céder.

Il est tellement certain que seul le socialisme offre un avenir en tant que système de justice sociale que nous sommes convaincus que c'est la première cause du blocus : empêcher la réussite d'un système anticapitaliste et socialiste à quatre-vingt-dix kilomètres de l'empire ! (*Applaudissements prolongés*).

Chers frères et soeurs,

Dans un moment comme celui-ci, que réaffirmons-nous ? : Nous pouvons vous ratifier que dans le contexte international complexe actuel, Cuba maintient sa politique extérieure de principes, de solidarité et de défense des causes justes.

Et je vais ratifier certaines idées qui ont été exprimées plus tôt lors de l'ouverture de cette session d'aujourd'hui par la vice-ministre des Relations extérieures de notre pays :

Nous ratifions notre soutien permanent à la Révolution bolivarienne et chaviste du Venezuela, à l'union civique et militaire de son peuple héroïque et à son président légitime, le compañero Nicolas Maduro Moros (*Applaudissements et exclamations prolongés*).

Nous réitérons notre solidarité avec le Nicaragua sandiniste, avec son peuple et avec le président commandant Daniel Ortega Saavedra (*applaudissements et exclamations prolongés*); notre solidarité avec l'État plurinational de Bolivie; avec le président Luiz Inacio Lula da Silva au Brésil, leader du Parti des travailleurs du Brésil (*applaudissements*), et notre soutien indéfectible aux efforts de la République argentine pour recouvrer sa souveraineté sur les îles Malouines, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes (*Applaudissements*); notre engagement envers le gouvernement du président Luis Arce, du MAS, en Bolivie, pour son travail de redressement du pays et de lutte contre le coup d'État (*Applaudissements*); nous soutenons également la cause du peuple péruvien et nous soutenons le gouvernement du Honduras et sa présidente Xiomara Castro (*Applaudissements*).

Nous continuerons à défendre les intérêts légitimes des nations caribéennes et à soutenir leur demande de compensation pour les conséquences de l'esclavage et du colonialisme (*Applaudissements*).

En particulier, nous réaffirmons notre engagement envers le peuple frère d'Haïti et notre soutien total à l'autodétermination et à l'indépendance de Porto Rico (*Applaudissements*).

Nous remercions notre ami Andrés Manuel Lopez Obrador, président du Mexique, pour son soutien ferme et sa solidarité avec la révolution cubaine (*Applaudissements*).

Nous maintenons notre position sans restriction en faveur d'une solution large, juste et durable au conflit israélo-palestinien, en soutenant la recherche d'une solution politique négociée, juste et définitive qui garantisse l'exercice du droit légitime du peuple palestinien à l'autodétermination et à son existence en tant qu'État souverain et indépendant dans les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale (*Applaudissements*).

Nous maintiendrons une solidarité inconditionnelle avec le peuple frère sahraoui et son droit à l'autodétermination (*Applaudissements*).

Nous prônons le développement et le renforcement des liens étroits et amicaux avec la Syrie, sur la base du respect de l'autodétermination, de l'intégrité territoriale et du rejet du terrorisme et de l'imposition de sanctions économiques de la part de puissances étrangères et d'organismes internationaux (*Applaudissements*).

Nous saluons les travailleurs des pays socialistes frères (*Applaudissements*).

Cuba plaide pour la paix, la coopération, la solidarité, le multilatéralisme et le dialogue comme prémisses à la résolution des conflits, et défend un nouvel ordre économique international.

Alors que se tient cette Rencontre internationale de solidarité, se déroule à La Havane le troisième cycle de la Table de dialogues entre le gouvernement colombien et l'Armée de libération nationale (*Applaudissements*). L'engagement de Cuba en faveur de la paix en Colombie est inaltérable et nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour atteindre cet objectif tant souhaité par le peuple colombien et notre région (*Applaudissements*). Nous sommes résolus à faire en sorte que soit respectée la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, tel que le Sommet de la CELAC l'a approuvé en 2014.

Nous savons que dans de nombreux pays d'Asie et d'Océanie, d'Afrique et du Moyen-Orient, d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes, les travailleurs manifestent massivement pour faire face aux politiques néolibérales qui ne leur garantissent ni emploi ni sécurité sociale. À tous, nous adressons le message de solidarité du mouvement syndical et de la Révolution cubaine pour les justes luttes qu'ils mènent aujourd'hui (*Applaudissements*).

Nous souhaitons leur exprimer notre conviction que les grands problèmes auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui et ceux auxquels elle devra faire face à l'avenir ne peuvent être résolus que par la coopération et la solidarité et non par la confrontation.

La victoire de la Révolution cubaine est, avant tout, une victoire de notre peuple, et aussi des peuples représentés par les délégués internationaux et de tous les peuples amis de Cuba (*Applaudissements*).

La force du processus révolutionnaire dans la société cubaine ne pourrait pas s'expliquer sans cette volonté populaire et sans le rôle méritoire de la solidarité internationale que vous nous offrez (*Applaudissements*).

Compañeras et compañeros,

Ceux d'entre vous qui resteront jusqu'à vendredi – est-ce trop demander ? – seront témoins que nous, les travailleurs et le peuple de Cuba, en dépit des limitations, célébrerons la Journée internationale des travailleurs dans la joie et l'unité, cette fois-ci d'une manière différente, mais avec le même esprit, le même enthousiasme et la même confiance inébranlable en la victoire (*Applaudissements*).

Recevez les remerciements éternels et sincères de tout notre peuple pour nous avoir accompagnés dans notre lutte inébranlable contre le blocus.

Au nom de notre peuple, de notre Parti et de notre gouvernement, je vous réaffirme la continuité de l'héritage révolutionnaire de Fidel, de Raul et de tant de générations de patriotes cubains qui ont lutté pour la Patrie souveraine, indépendante, unie, démocratique, socialiste et digne, que nous avons la responsabilité de défendre à n'importe quel prix (*Applaudissements*). C'est le message que nous vous adressons, avec beaucoup d'amour et de fermeté, ainsi qu'à tous nos amis et peuples du monde.

Le panorama incertain et dangereux que l'on vit au niveau mondial et les situations extrêmes brutales auxquelles les ennemis de la Révolution nous ont conduits pour nous faire capituler par la faim et les pénuries de toutes sortes, font que beaucoup doutent de la possibilité réelle de la victoire qui nous attend.

Dans l'histoire de Cuba, il y a eu de nombreux moments comme ceux que nous vivons, mais le moins porteur d'espoir a peut-être été vécu pendant plusieurs jours par les survivants du débarquement du yacht Granma. Treize jours après leur dispersion, après le baptême du feu d'Alegria de Pio, Fidel a retrouvé son frère Raul et quatre autres compagnons au milieu de la nuit, dans un lieu isolé appelé Cinco Palmas. Ils s'embrassent. Fidel leur demande combien de fusils ils ont et Raul répond qu'ils en ont cinq, et Fidel dit : « Plus les deux que j'ai, ça fait sept. Maintenant, oui, nous avons gagné la guerre ! » (*Applaudissements*). Selon Raul, à ce moment-là, il a cru que son frère était devenu fou, jusqu'à ce qu'ils aient gagné la guerre ! (*Applaudissements*).

Bien des années après tant de moments comme celui-ci, Cuba a perdu ses marchés et la solidarité socialiste, l'empire et les anciens pays socialistes se sont alliés pour nous imposer un double blocus. Une fois de plus, comme dans le char de Playa Giron, Fidel a mené la résistance épique pour Cuba et pour le socialisme.

Raul, à la tête d'une armée qui, sans déposer les armes, s'est consacrée à produire des aliments et des médicaments, a démontré et a affirmé que : « Oui, c'est possible ! »

La génération qui occupe aujourd'hui les principales responsabilités au sein du Parti, de l'État et du gouvernement cubain est issue de cette école, et nous sommes convaincus que oui, c'est possible et que, oui, nous avons gagné la guerre ! (*Applaudissements*).

Et comme hier, comme aujourd'hui, comme toujours, nous comptons sur votre solidarité.

L'unité et l'espoir sont notre présent et notre avenir, et votre solidarité renforce notre unité et accroît notre espoir (*Applaudissements*).

La solidarité humaine ne saurait être bloquée, elle restera une arme indestructible de lutte et de combat et, en même temps, un message de paix permanent et inépuisable, impossible à réduire au silence.



La Patrie, c'est l'humanité ! Une humanité soutenue par les travailleurs !

Solidarité à jamais !

Nous vaincrons ! C'est sûr, nous vaincrons !

Hasta la victoria siempre !

(Applaudissements.)

(Granma International, 8 mai 2023)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca